Chambre des Représentans.

SÉANCE DU 26 FÉVRIER 1835.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Accompagnant le projet de loi portant des modifications relatives à l'admission des remplaçans.

MESSIEURS,

La difficulté qui existe actuellement pour trouver des remplaçans qui réunissent toutes les conditions exigées par la loi de la milice, a été signalée au gouvernement ; il a effectivement reconnu qu'il était nécessaire d'apporter, vu les circonstances où nous nous trouvons, quelques modifications dans les dispositions de la loi qui sont relatives à l'admission des remplaçans.

C'est l'objet principal du projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre à votre examen.

Il renferme aussi une disposition spéciale qui donne le droit d'exemption au frère de celui qui a succombé dans les combats livrés pour l'indépendance, ou qui a été blessé en combattant, en lui faisant l'application des dispositions pour les cas prévus par la loi.

Les modifications relatives aux remplaçans consistent :

1° En ce qu'on n'exige plus un certificat de 15 mois de résidence dans la province où le remplaçant peut être accepté ;

2° Qu'on pourra admettre les militaires porteurs de congés définitifs, pourvu qu'ils soient munis de certificats de bonne conduite ;

3° Que l'on pourra aussi admettre, en qualité de substituans, les miliciens des classes envoyées en congés illimités, sauf aux substitués à remplir les obligations qui pourront être imposées aux substituans ;

4° Que le remplacé ne sera tenu de verser à la caisse du corps qu'une

somme de 150 francs, comme garantie des effets remis au remplaçant, et qui lui sera rendue à l'expiration de la durée de son service, au lieu des ⁴/₃^{mes} du prix stipulé dans le contrat de remplacement, condition qui donnait lieu à beaucoup de difficultés.

Telles sont, Messieurs, les nouvelles dispositions que le gouvernement croit devoir vous proposer, dans l'intérêt des miliciens qui désirent se faire remplacer, et comme garantie de la bonne conduite des remplaçans.

Elles ne touchent nullement aux bases fondamentales de la loi, dont l'exécution a lieu depuis 18 ans, et qu'il serait inopportun de changer en ce moment. Quant aux observations faites par un honorable membre de la Chambre, sur quelques mariages contractés dans le seul but de se soustraire à la loi, ce cas d'exemption est très peu nombreux : en effet, d'après les tableaux statistiques des classes de milice de 1832, 1833 et 1834, il est constaté que sur 36,926 jeunes gens qui composent la classe de 1832, 19 seulement ont été exemptés comme mariés ; que sur 39,283 de la classe de 1833, 26 l'ont été pour le même motif, et que sur 39,001 de la classe de 1834, 14 s'étaient mariés avant l'appel et ont été exemptés.

Les instructions qui vont être données aux conseils de milice leur prescriront de prendre des informations précises sur les mariages qui auront été contractés par les jeunes gens de 1835, et ce sera sur le rapport qui en sera présenté au gouvernement, qu'il prendra les mesures nécessaires pour mettre un terme aux abus qui peuvent s'être introduits dans l'exécution de la disposition relative à ce cas d'exemption.

LEVÉE DE L'AN

(Le millésime en toutes lettres.)

Milice nationale.

Province de _____, Canton de _____, Commune de _____

CERTIFICAT.

Nous soussignés, seuls autorisés, en vertu de l'art. 185 de la loi, à signer et délivrer les déclarations et certificats nécessaires pour la milice nationale, dans la commune de _____, sur le témoignage de *NN*, âgé de _____ ans, de profession _____, demeurant en cette commune (*si c'est une ville, le nom de la rue ou quai*) et de *NN*, âgé de _____ ans, de profession _____, demeurant en cette commune, à nous connus et jouissant d'une réputation intacte, et sur notre responsabilité personnelle, certifions que *NN*, natif de _____, province de _____, âgé de _____ ans, de profession _____, fils de *NN*, et de *NN*, demeurant à _____, province de _____ (*ou décédés à _____*), lequel s'est présenté comme (remplaçant ou substituant) pour *NN*, ayant eu au tirage le n° _____, a demeuré dans cette commune le temps de _____ (*si la résidence n'est pas d'une année accomplie*), et dans la commune de _____ depuis le _____ jusqu'au _____; qu'il s'est conduit pendant ce temps en honnête homme et en citoyen paisible, et qu'il n'est point en notre connaissance qu'il se soit antérieurement rendu coupable de quelque délit.

A _____ le _____ 18 _____.

Signatures des témoins, ou déclarations certifiées qu'ils ne savent écrire.

Signatures des membres de l'autorité communale.

Si la personne à qui le certificat est nécessaire a habité plus d'une commune pendant l'année, le certificat devra aussi être souscrit par l'administration de l'autre commune, en ces termes :

Les membres de l'administration de la commune de _____, seuls autorisés à signer les certificats dans ladite commune, déclarent, sous leur responsabilité, que *NN*, ci-dessus nommé, a habité la commune depuis _____ jusqu'au _____, et que pendant ce temps et précédemment, autant qu'il leur est connu, il s'est comporté honnêtement.

A _____ le _____ 18 _____.

A ce certificat devront être joints, par celui qui veut servir en qualité de remplaçant :

- 1° Son acte de naissance ou de baptême;
- 2° La preuve qu'il a satisfait à la milice, ou qu'il n'a pu y satisfaire;
- 3° Le consentement de sa femme au contrat, si le remplaçant est marié;
- 3° Le congé qui l'affranchit du service militaire, s'il a servi dans un corps militaire quelconque.

PROJET DE LOI.

LÉOPOLD, Roi des Belges,

A tous présens et à venir salut !

Sur le rapport de notre ministre de la guerre, et de l'avis de notre Conseil des ministres,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Le ministre de la guerre est chargé de présenter aux Chambres, en notre nom, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'article 22 de la loi du 27 avril 1820 est applicable au frère de celui qui, dans les combats soutenus pour l'indépendance de la Belgique, a été tué ou a reçu des blessures qui, d'après les réglemens militaires, donnent droit à la réforme ou à la pension.

ART. 2.

Les miliciens qui auront cinq années de service, et dont la classe se trouvera en congé illimité, seront admis à substituer ceux des deux plus jeunes levées, sous la réserve que le substitué prendra la place du substituant, et sera soumis à toutes les obligations qu'il pourrait avoir ultérieurement à remplir.

ART. 3.

Ceux qui se présenteront comme remplaçans, ne seront plus tenus de produire un certificat constatant qu'ils ont été domiciliés pendant quinze mois dans la province où ils voudront remplacer; mais ils devront justifier de leur qualité de Belge et d'une bonne conduite depuis un an. Les militaires porteurs de congé définitif régulier, ou d'un congé illimité délivré depuis moins d'un an, ne devront fournir cette preuve que pour le laps de temps qui s'est écoulé depuis qu'ils ont quitté le corps; ils devront en outre produire un certificat de bonne conduite délivré par leur chef de corps.

ART. 4.

Le certificat, modèle V, à délivrer aux personnes qui se présenteront pour servir comme remplaçant, est modifié conformément au modèle annexé à la présente loi.

ART. 5.

Les miliciens qui se feront remplacer seront tenus de verser dans la caisse du corps auquel ils appartiennent, au lieu des $\frac{4}{5}$ ^{mes} mentionnés au cinquième alinéa de l'art. 98 de la loi du 8 janvier 1817, une somme de cent cinquante francs, laquelle somme sera remise au remplaçant, ou bien au remplacé, si cela est stipulé dans le contrat de remplacement, lorsque le remplaçant recevra son congé définitif, déduction faite de la dette qu'il pourrait avoir contractée à la masse d'habillement et de réparations.

Ce versement devra être fait dans le mois de l'incorporation du remplaçant; si le milicien reste en retard de l'effectuer, son remplaçant sera renvoyé du service et le remplacé tenu de servir en personne.

Mandons et ordonnons, etc.

Bruxelles, le 25 février 1835.

LÉOPOLD.

Par le Roi,
Le ministre de la guerre,
Baron ÉVAIN.